**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE PARIS**

N°1817902

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Françoise Tastet-Susbielle
Juge des référés

Le juge des référés

Ordonnance du 19 octobre 2018

24-01-03-02
C

Vu la procédure suivante :

Par une ordonnance en date du 8 octobre 2018, le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat a attribué la présente requête au tribunal administratif de Paris.

Par une requête et trois mémoires complémentaires enregistrés les 10, 17 et 18 octobre 2018 au greffe du tribunal administratif de Paris, le préfet de la Seine-Saint-Denis demande au juge des référés d'ordonner, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, l'expulsion sans délai des occupants sans droit ni titre des locaux, situés 13 place du Général de Gaulle, appartenant à l'Etat et illégalement réquisitionnés par le maire de Montreuil, d'évacuer ces locaux de tous les matériels entreposés et de remettre les lieux en l'état.

Il soutient :

- que la mesure est urgente, dès lors que les anciens locaux de l'AFPA sont inadaptés à une occupation pour de l'hébergement, étant dépourvus d'installations sanitaires, et présentent des risques pour la sécurité et la santé des occupants, par le non respect de la réglementation en matière de sécurité incendie et par la présence d'amiante,
- qu'elle est utile dès lors que cette occupation fait obstacle à une opération de l'aménagement du site pour y accueillir la cour nationale du droit d'asile et le tribunal administratif de Montreuil,
- qu'elle ne se heurte à aucune contestation sérieuse, dès lors que l'arrêté de réquisition est illégal, et que les occupants en situation vulnérable pourront bénéficier de solution d'hébergement,
- que les locaux appartiennent à l'Etat, qui les a affectés au Conseil d'Etat, que celui-ci est en train de mettre en œuvre leur réaménagement, et que l'occupation des locaux fait obstacle à l'exécution du calendrier prévisionnel de l'opération.

Par un mémoire en défense et deux mémoires complémentaires, enregistrés les 15, 17 et 18 octobre 2018, la commune de Montreuil, représentée par Me Peru, du cabinet GAIA, conclut :

- à l'irrecevabilité de la requête à titre principal,
- à titre subsidiaire à son rejet,
- à titre infiniment subsidiaire à ce que la mesure d'expulsion soit assortie d'un délai de six mois,
- et à la mise à la charge de l'Etat d'une somme de 5 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que :

- à titre principal, le juge administratif est incompétent pour prononcer l'expulsion demandée dès lors que les locaux occupés ne font pas partie du domaine public d'une personne publique, au sens de l'article L. 2111-1 du code de la propriété des personnes publiques,
- à titre subsidiaire, il n'y a aucun risque pour les résidents dès lors que le risque d'amiante n'est pas établi, que les services municipaux ont aménagé en urgence les locaux pour les rendre habitables, et ont mis en place des dispositifs de sécurité,
- qu'il n'y a aucune urgence, la réquisition ne faisant pas obstacle au projet de réaménagement des locaux, dès lors qu'elle est prononcée pour une durée de six mois, pour une occupation partielle des bâtiments, permettant d'y effectuer des études, alors que l'affectation au service public de la justice n'est pas prévue avant 2024 et le début des travaux devant intervenir en 2021,
- que la mesure d'expulsion n'est pas utile, dès lors que l'occupation des locaux de l'AFPA constitue la seule solution d'hébergement pour les résidents du foyer Bara,
- que l'expulsion fait obstacle à l'exécution de l'arrêté interdisant l'habitation du foyer Bara,
- que les occupants ne sont pas sans droit ni titre dès lors qu'ils sont installés sur le fondement de l'arrêté de réquisition,
- que la contestation de la légalité de l'arrêté de réquisition par le préfet n'est pas juridiquement fondée,
- qu'il y a donc une contestation sérieuse à la mesure d'expulsion sollicitée par le préfet,
- que l'expulsion aurait des conséquences graves et des risques de trouble à l'ordre public, les occupants se retrouvant brutalement sans solution d'hébergement,
- à titre infiniment subsidiaire, à ce que la mesure d'expulsion soit assortie d'un délai de six mois.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code général de la propriété des personnes publiques,
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné Mme Tastet-Susbielle pour statuer sur les demandes de référé.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Au cours de l'audience publique tenue en présence de M. Birckel, greffier d'audience, Mme Tastet-Susbielle a lu son rapport et entendu :

- Mme Bertille Martin, chef du bureau du contrôle de la légalité, représentant le préfet de la Seine-Saint-Denis,

- Me Péru, pour la commune de Montreuil, ainsi que M. Bessac, maire de la commune de Montreuil,
- M. Toumany, représentant des occupants du bâtiment.

La clôture de l'instruction a été reportée au 18 octobre 2018 à 10h.

Le préfet de Seine-Saint-Denis et la commune de Montreuil ont produit une note en délibéré après la clôture de l'instruction.

Considérant ce qui suit :

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-3 du code de justice administrative :

1. Par la présente requête, le préfet de la Seine-Saint-Denis demande au juge des référés d'enjoindre à tout occupant présent dans les locaux situés 13 place du général de Gaulle à Montreuil et réquisitionnés par la commune de Montreuil de quitter les lieux sans délai, d'évacuer les locaux de tous les matériels entreposés et de remettre les lieux en état.

2. Aux termes de l'article L. 521-3 du code de justice administrative : « *En cas d'urgence et sur simple requête qui sera recevable même en l'absence de décision administrative préalable, le juge des référés peut ordonner toutes autres mesures utiles sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision* ».

3. Saisi sur le fondement de l'article précité, de conclusions tendant à ce que soit ordonnée l'expulsion d'occupants sans titre du domaine public, le juge des référés fait droit à celles-ci si la demande présentée ne se heurte à aucune contestation sérieuse et si la libération des locaux occupés présente un caractère d'urgence. Le juge des référés tient de ces dispositions le pouvoir, en cas d'urgence et d'utilité, d'ordonner l'expulsion des occupants sans titre du domaine public.

4. Il résulte de l'instruction que l'ensemble immobilier en cause, occupé antérieurement par les services de l'AFPA, établissement public, est propriété de l'Etat, et n'a pas été déclassé. Ces locaux ont fait l'objet d'une affectation au Conseil d'Etat en vue de leur aménagement pour le relogement de la cour nationale du droit d'asile et du tribunal administratif de Montreuil. Par suite, ces immeubles constituent une dépendance du domaine public de l'Etat. Dès lors la commune de Montreuil n'est pas fondée à soutenir que le tribunal administratif de Paris n'est pas compétent pour connaître de la procédure de référé engagée par le préfet de la Seine-Saint-Denis pour l'expulsion des occupants sans titre de ces locaux.

5. Si la commune de Montreuil fait valoir que les occupants des locaux en cause sont régulièrement autorisés à s'y loger par l'arrêté de réquisition du 26 septembre 2018, il ressort de l'ordonnance n° 1817901 du 19 octobre 2018 que le juge des référés a suspendu l'exécution de cet arrêté. Par suite, les occupants de ces locaux ne justifient d'aucun titre les habilitant à s'y maintenir. Ainsi la demande d'expulsion du préfet de la Seine-Saint-Denis ne se heurte à aucune contestation sérieuse. En outre, l'évacuation de tout occupant présent sur le site présente un caractère d'urgence et d'utilité eu égard aux circonstances, d'une part, que ces locaux de bureaux sont inadaptés à l'hébergement de familles et présentent des dangers pour leurs occupants, malgré les équipements et les travaux que la commune soutient avoir mis en oeuvre, et d'autre

part, que leur occupation fait obstacle à l'engagement prochain des opérations préalables aux travaux d'aménagement de l'ensemble immobilier pour le service public de la justice.

6. Dans ces conditions, il y a lieu d'enjoindre à tous les occupants présents sur le site d'évacuer les locaux situés 13 place du Général de Gaulle, d'enlever tous les matériels entreposés et de remettre les lieux en état, dans un délai de huit jours à compter de la notification de la présente ordonnance.

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

7. Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, que le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; que le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée, et peut, même d'office, ou pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation.

8. Ces dispositions font obstacle aux conclusions de la commune de Montreuil dirigées contre l'Etat qui n'est pas, dans la présente instance de référé, la partie perdante. Elles doivent par suite être rejetées.

O R D O N N E :

Article 1^{er}: Il est enjoint à tous les occupants présents sur le site d'évacuer les locaux situés 13 place du Général de Gaulle, d'enlever tous les matériels entreposés et de remettre les lieux en état, dans un délai de huit jours à compter de la notification de la présente ordonnance.

Article 2 : Les conclusions de la commune de Montreuil tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : La présente ordonnance sera notifiée au Préfet de la Seine-Saint-Denis, à la Commune de Montreuil et à tout occupant présent sur le site.

Fait à Paris, le 19 octobre 2018.

Le juge des référés,

F. Tastet-Susbielle

La République mande et ordonne au préfet de la région Ile de France, préfet de Paris en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.